

Un livre de Richard Wolff : La maladie, c'est le système

Partage international n° [395](#) - Juillet 2021

par Sébastien Villemot

Que nous révèle la pandémie de Covid-19 sur les défaillances de notre système économique ? Pourrait-elle être le catalyseur d'un profond changement systémique ? Richard Wolff, professeur émérite d'économie à l'Université du Massachusetts, à Amherst, tente de répondre à ces questions dans son dernier ouvrage, *La maladie, c'est le système : quand le capitalisme échoue à nous sauver de la pandémie et de lui-même*. Dans cette compilation de courts essais, il défend l'idée que bon nombre des problèmes de notre époque trouvent leur origine dans le système économique au sein duquel nous vivons, à savoir le capitalisme.

Ce système, maintenant devenu dominant sur la planète, a toujours été en proie à divers problèmes, l'un des plus importants étant son instabilité intrinsèque. R. Wolff nous rappelle que le capitalisme subit régulièrement des coups d'arrêt, plus ou moins violents, un phénomène généralement euphémisé sous le terme de « cycle économique ». De telles crises se déclenchent en moyenne tous les quatre à sept ans. Rien qu'au XXI^e siècle, le système a déjà traversé trois récessions : la bulle internet de 2000-2001, la grande crise financière de 2007-2008, et maintenant la crise de la Covid. De façon intéressante, ces événements sont généralement nommés d'après les facteurs qui les ont déclenchés, et ne sont jamais présentés comme des faillites du capitalisme lui-même, alors que leur récurrence prouve qu'ils sont une caractéristique intrinsèque du système. En particulier, même s'il est exact que le coronavirus a déclenché et aggravé la récession actuelle, plusieurs indicateurs économiques montrent que le capitalisme était déjà sur le point d'entrer en crise avant la pandémie ; en l'absence du virus, un autre déclencheur aurait précipité le ralentissement.

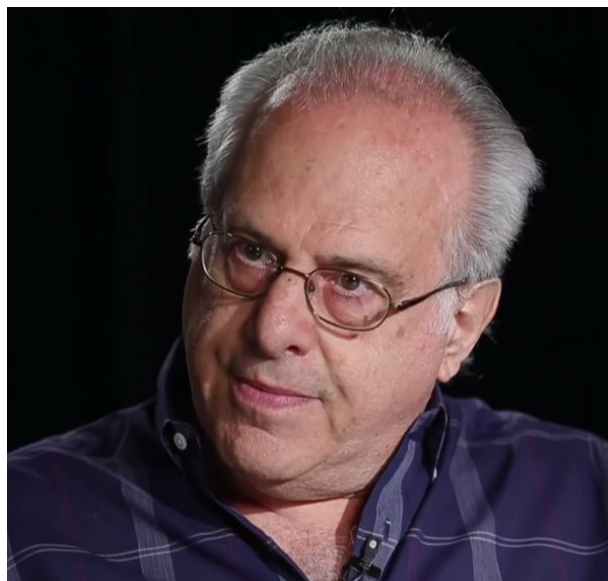


Photo : [The Laura Flanders Show, CC BY 3.0](#), via Wikimedia Commons
Richard D Wolff

Des crises très concrètes

Bien entendu, ces crises récurrentes ne sont pas des événements abstraits ; elles ont des conséquences très concrètes et souvent tragiques sur les vies de millions de personnes, tout particulièrement celles du bas de l'échelle sociale. Des revenus et des emplois sont perdus, des projets personnels et professionnels sont anéantis, des familles et des liens sociaux sont brisés, des maladies physiques et mentales se développent. Compte tenu du coût humain et social gigantesque de cette instabilité systémique, différentes solutions ont été tentées par le passé (plans de relance gouvernementaux de type keynésien, austérité et réformes structurelles néolibérales, politique monétaire active), mais toutes ont échoué à mettre fin au cycle capitaliste des emballements et des ralentissements.

Après avoir expliqué pourquoi le système porte une plus grande responsabilité que la Covid dans la crise économique et sociale que nous traversons, R. Wolff montre en quoi le capitalisme a échoué aussi bien à nous préparer face au virus qu'à endiguer celui-ci. Au cours de l'histoire, l'humanité a été exposée de façon répétée à des maladies émergentes, avec parfois de terribles bilans humains. Plus spécifiquement, pendant les dernières décennies, de nouveaux virus respiratoires (Sras, Mers) sont apparus, et les scientifiques avaient prévenu que ce

n'était qu'une question de temps avant qu'un autre virus respiratoire, potentiellement de la famille des coronavirus, ne cause une pandémie majeure et perturbe notre vie sociale. Puisque nous étions prévenus, comment se fait-il que nous étions si peu préparés lorsque la Covid a frappé ? La raison est de nouveau à chercher du côté de nos structures socio-économiques. La logique du capitalisme veut que les entreprises ne produisent que lorsqu'elles anticipent un profit. Pour se préparer à l'émergence d'un nouveau virus respiratoire, il aurait fallu constituer des stocks de masques et de respirateurs, et mener des recherches en amont pour trouver des vaccins et des traitements pour la famille des coronavirus. Mais de telles activités sont trop risquées économiquement. Il est impossible de savoir à l'avance quand et comment une pandémie va se déclencher, et par conséquent les entreprises privées du secteur de la santé ne souhaitent pas endosser les risques associés à la préparation d'un tel événement ; elles préfèrent se concentrer sur d'autres activités plus profitables.

Une solution

Face à cet échec du capitalisme, une solution serait que le gouvernement intervienne, en achetant et stockant masques et respirateurs, et en finançant directement la recherche médicale. R. Wolff remarque que le gouvernement fait précisément cela dans le secteur militaire, car il ne serait autrement pas rentable pour les entreprises privées de produire des armes et d'autres équipements, ou de développer de nouvelles technologies, puisque les conflits militaires sont imprévisibles. Si la sécurité nationale est une chose trop sérieuse pour être laissée aux forces du marché, pourquoi n'adopte-t-on pas la même solution pour la santé, qui est assurément aussi importante ? La réponse, particulièrement aux Etats-Unis, est que les entreprises privées du secteur de la santé ne veulent pas que le gouvernement mette en évidence leurs échecs. Elles veulent continuer à faire du profit sur notre santé, et usent de leur influence politique pour diaboliser avec succès toute intervention publique, supposée relever du « socialisme ». Ainsi, le capitalisme est à la fois sujet aux crises et incapable de nous protéger face aux urgences sanitaires. Mais ce n'est pas tout : comme le montre R. Wolff, il porte aussi sa part de responsabilité dans la genèse de plusieurs problèmes sociaux, tels que les inégalités, le chômage, la crise démocratique, le racisme et le sexisme.

Les inégalités sont consubstantielles au capitalisme : puisqu'une toute petite minorité de la population, les employeurs, a le pouvoir de prendre la plupart des décisions économiques, ceux-ci vont naturellement

accaparer la plus grande part des revenus. Pire encore, la logique du système fait que ces inégalités augmentent dans le temps, génération après génération, en l'absence de force contraire. Historiquement, cette tendance ne s'est interrompue que lorsque le peuple s'est mobilisé et s'y est opposé à une échelle de masse, comme durant les années 1930.

Ces inégalités structurelles, déjà très problématiques en elles-mêmes, ont également des conséquences négatives sur la qualité de nos démocraties. Les personnes détentrices de davantage de pouvoir économique sont en mesure d'influencer les choix politiques, soit directement à travers des dons, soit indirectement, par exemple en menaçant de se livrer à une « grève des investissements » si les gouvernements ne leur obéissent pas. Le capitalisme sape donc les principes démocratiques, car il nous rend inégaux au sein de l'arène politique.

Le chômage de masse est une autre caractéristique structurelle du capitalisme. Donner un emploi à tout le monde serait évidemment dans l'intérêt de la société prise dans son ensemble ; cela pourrait même être dans l'intérêt des employeurs à court terme, car ils réaliseraient plus de profit en produisant plus. Cependant, les capitalistes retirent également un bénéfice à maintenir une « armée de réserve » de chômeurs. La menace du chômage est utilisée comme un moyen de discipliner les salariés, qui se trouvent alors forcés d'accepter de bas salaires et de mauvaises conditions de travail, par peur d'être licenciés et rapidement remplacés par un chercheur d'emploi prêt à travailler pour moins. Ainsi, le système engendre périodiquement des épisodes de chômage de masse, qui contribuent à soutenir le taux de profit et à renforcer la domination des employeurs sur les employés.

En utilisant des méthodes d'analyse similaire, R. Wolff décrit également les processus par lesquels le sexisme et le racisme, bien qu'ayant leur origine en dehors de la sphère économique, sont néanmoins utilisés et alimentés par le capitalisme pour son propre intérêt.

Puisque le système est si clairement inadéquat, comment le remplacer par un meilleur ? Plusieurs tentatives de réformes ont été menées par le passé, notamment sous la présidence Roosevelt aux Etats-Unis, mais elles ont été de courte durée. Les capitalistes ont généralement réussi à détricoter ces réformes, une fois retombée la pression des mouvements sociaux. Un changement plus structurel et permanent est donc nécessaire, et pour y parvenir R. Wolff défend une idée simple mais d'une grande

portée : démocratiser les lieux de travail.

L'alternative

Le capitalisme est en effet une organisation sociale radicalement anti-démocratique, puisqu'une toute petite minorité d'actionnaires et de directeurs prend toutes les décisions importantes, sans avoir de comptes à rendre à la majorité des employés. L'alternative consisterait à gérer les entreprises comme des coopératives de travailleurs : les décisions concernant ce qu'il faut produire, comment produire, que faire des bénéfices, seraient prises par tous les travailleurs, en suivant le principe d'« une personne, une voix ». Cela serait non seulement plus conforme à nos idéaux démocratiques, mais résoudrait également la contradiction entre employeurs et employés qui est au cœur du capitalisme, et qui engendre tous les problèmes mentionnés précédemment.

Une des leçons de la pandémie est que le capitalisme est incapable de répondre adéquatement aux besoins sanitaires élémentaires, car il est guidé par la recherche du profit. On peut en réalité faire le même constat pour tous les autres besoins élémentaires : l'alimentation, le logement, l'éducation, l'énergie, le soin aux aînés. Les entreprises de ces secteurs devraient donc être transformées en coopératives de travailleurs. Les consommateurs et les communautés devraient également être associés aux décisions

économiques, aux côtés des travailleurs, afin qu'émerge la solution la plus conforme à l'intérêt général. Dans les autres secteurs économiques non essentiels, en revanche, les entreprises capitalistes pourraient continuer à exister. De cette façon, la société pourrait observer comment ces deux types d'entreprises se comportent, et ensuite prendre une décision éclairée quant à l'équilibre souhaitable entre capitalisme d'une part, et socialisme de coopératives d'autre part.

A travers cet ouvrage, R. Wolff nous offre un outil très utile pour comprendre le système au sein duquel nous vivons, tout en proposant la vision d'une alternative à la fois concrète et attrayante. Et il le fait dans un style très clair, direct et accessible, susceptible de plaire à un large public.

Richard D. Wolff, *The sickness is the system (La maladie, c'est le système : quand le capitalisme échoue à nous sauver de la pandémie et de lui-même*, non traduit), Democracy at Work, sept. 2020.

www.democracyatwork.info/books

Auteur : Sébastien Villemot, économiste et collaborateur de Share International, basé à Paris (France).

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : Compte rendu de lecture